

N° 8304

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

PROJET DE LOI

portant modification de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration

* * *

RAPPORT DE LA COMMISSION DES AFFAIRES INTÉRIEURES

(17.04.2024)

La Commission des Affaires intérieures se compose de : M. Marc Lies, Président-Rapporteur ; M. Guy Arendt, M. Dan Biancalana, Mme Liz Braz, M. Emile Eicher, M. Luc Emering, M. Marc Goergen, M. Gusty Graas, M. Claude Haagen, M. Max Hengel, M. Fernand Kartheiser, Mme Nathalie Morgenthaler, M. Laurent Mosar, Mme Lydie Polfer, M. Meris Sehovic, Membres.

* * *

I. ANTÉCÉDENTS

Le projet de loi a été déposé à la Chambre des Députés le 30 août 2023 par Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile en fonction à l'époque. Le texte du projet de loi était accompagné d'un exposé des motifs, d'un commentaire des articles, d'une fiche d'évaluation d'impact, d'un « check de durabilité – *Nohaltegkeetscheck* », d'une fiche financière, d'un texte coordonné, par extraits, de la loi que le projet de loi vise à modifier, d'un tableau de concordance entre la directive (UE) 2021/1883 du Parlement européen et du Conseil du 20 octobre 2021 établissant les conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers aux fins d'un emploi hautement qualifié, et abrogeant la directive 2009/50/CE du Conseil, d'une part, et les dispositions de droit interne telles que modifiées, d'autre part, ainsi que du texte de la directive (UE) 2021/1883 précitée.

Le projet de loi a été renvoyé à la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile le 2 octobre 2023, puis à la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région le 24 novembre 2023 et finalement à la Commission des Affaires intérieures le 30 novembre 2023.

Le Conseil d'État a émis son avis le 6 février 2024.

L'avis de la Chambre de Commerce date du 7 février 2024.

La Commission des Affaires intérieures a entendu la présentation du projet de loi par Monsieur le Ministre des Affaires intérieures dans sa réunion du 1^{er} mars 2024. La commission y a examiné l'avis du Conseil d'État et de la Chambre de Commerce et a désigné le Président de la Commission des Affaires intérieures, Monsieur Marc Lies, Rapporteur du projet de loi.

Le projet de loi a fait l'objet d'amendements parlementaires en date du 12 mars 2024.

Le Conseil d'État a émis son avis complémentaire le 29 mars 2024.

La commission parlementaire a examiné l'avis complémentaire du Conseil d'État au cours de sa réunion du 17 avril 2024. Elle a adopté le présent rapport lors de la même réunion.

II. OBJET DU PROJET DE LOI

Afin de se conformer à la directive (UE) 2021/1883 du Parlement européen et du Conseil du 20 octobre 2021 établissant les conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers aux fins d'un emploi hautement qualifié, et abrogeant la directive 2009/50/CE du Conseil, ci-après la « directive (UE) 2021/1883 », le projet de loi n° 8304 vise à transposer en droit national les dispositions de ladite directive.

De manière générale, la directive (UE) 2021/1883 introduit des règles plus efficaces pour attirer des travailleurs hautement qualifiés dans les États membres de l'Union européenne. Or, la Belgique, la Bulgarie, l'Estonie, l'Espagne, la France, la Croatie, Chypre, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Pologne, la Roumanie, la Slovénie, la Slovaquie, la Finlande et la Suède n'ont pas communiqué à la Commission européenne les mesures nationales transposant la directive avant le délai imparti du 18 novembre 2023. Par la suite, la Commission européenne a entamé une procédure d'infraction contre le Luxembourg.

Plus précisément, la directive en question vise à actualiser les règles antérieures relatives à la carte bleue européenne en élargissant son champ d'application, en assouplissant les conditions d'admission des travailleurs étrangers hautement qualifiés, notamment en ce qui concerne le seuil de salaire minimal, en renforçant les droits des titulaires d'une carte bleue européenne, en prévoyant des conditions plus favorables pour le regroupement familial et en facilitant la possibilité de voyager et de travailler dans d'autres États membres de l'Union européenne, c'est-à-dire le droit à la mobilité intra-européenne, tant à court qu' à long terme. Ainsi, la directive prévoit de répondre aux pénuries de compétences en actualisant les règles relatives à la carte bleue européenne et en dotant les États membres d'un système ciblé de migration légale.

Bien que le nombre de titulaires de cartes bleues européennes varie entre les États membres de l'Union européenne, il reste généralement faible en chiffres absolus. Pour des raisons de complexité, peu d'employeurs demandent aujourd'hui une carte bleue européenne au Luxembourg. Par le biais du projet de loi n° 8304 les auteurs estiment rendre la carte bleue européenne plus attrayante pour les employeurs.

Dans ce sens, le projet de loi n° 8304 insère quelques nouvelles dispositions dans la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration.

Un nouveau paragraphe (3) est donc inséré à la suite du paragraphe (2) de l'article 35, dédié au droit d'entrer et de séjourner sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg aux fins d'exercer une activité professionnelle pour une durée de quatre-vingt-dix jours sur toute période de cent quatre-vingt jours sur la base de la carte bleue européenne.

Toutefois, l'autorisation de séjour ne facilite non seulement la procédure d'obtention d'un visa, s'il est requis, mais elle crée un droit à la délivrance d'un visa. Il convient de noter que, contrairement à la première directive en la matière, les bénéficiaires d'une protection internationale ne sont pas exclus du champ d'application général de la directive, pas plus que

les ressortissants de pays tiers membres de la famille d'un citoyen de l'Union européenne. Or, le texte ne s'applique pas non plus aux ressortissants de pays tiers qui sollicitent une protection internationale et attendent une décision sur leur statut ou qui sont bénéficiaires d'une protection temporaire.

Les conditions d'admission au marché de travail sont facilitées par l'obligation de présenter un contrat de travail d'une durée minimale de six mois, au lieu de la durée minimale d'un an actuellement. Les documents nécessaires pour attester de qualifications professionnelles élevées, afin de satisfaire pleinement aux exigences de la directive concernant les documents pour les professions réglementées ou non réglementées, doivent désormais être présentés par l'intéressé.

L'intéressé doit toucher une rémunération entre 1,0 fois et 1,6 fois le salaire annuel brut moyen. Cette rémunération minimale est d'ores et déjà fixée par règlement grand-ducal. L'avant-projet de règlement grand-ducal relatif au seuil, prévoit un seuil de principe de 1,0 fois le salaire annuel brut moyen (actuellement 1,5 fois). Le seuil dérogatoire, actuellement de 1,2 fois le salaire annuel moyen, est aboli pour des raisons d'attraction de talents et de simplification administrative.

Quant aux droits renforcés, la directive définit les motifs de rejet, de retrait ou de non-renouvellement d'une carte bleue européenne. Actuellement, le titulaire d'une carte bleue européenne peut voir son titre de séjour retiré ou son renouvellement refusé s'il est au chômage pour une durée de plus de trois mois consécutifs. Les nouvelles dispositions prévoient que le titre de séjour peut être retiré si le titulaire est au chômage depuis plus de trois mois s'il est titulaire de la carte bleue européenne depuis moins de deux ans, ou si le titulaire est au chômage depuis plus de six mois s'il est titulaire de la carte bleue européenne depuis au moins deux ans. Après douze mois, au lieu de deux ans, les titulaires d'une carte bleue européenne bénéficient d'un accès illimité au marché du travail.

L'article 17, paragraphe (6) de la directive (UE) 2021/1883 prévoit que les membres de la famille du titulaire de la carte bleue européenne ont accès à toute activité salariée et indépendante. Or, le projet de loi n° 8304 ne prévoit pas de mesures spéciales pour les membres de la famille du titulaire de la carte bleue européenne. Depuis la loi du 7 août 2023 portant modification de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration, le droit de travailler sans autorisation de travail est ouvert à tout ressortissant de pays tiers titulaire d'un titre de séjour en qualité de membre de la famille, peu importe la catégorie de titre de séjour dont dispose le regroupant.

Le droit à la mobilité intra-européenne pour les titulaires de la carte bleue européenne est rendu plus attractif par des adaptations au niveau des articles 45-4 et 45-5 de la loi du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration. Dans le cadre de la mobilité de courte durée, le titulaire d'une carte bleue européenne dans un État membre a le droit d'entrer et de séjourner dans un ou plusieurs autres États membres afin d'y exercer une activité professionnelle pour une durée maximale de 90 jours sur toute période de 180 jours, sans qu'une autorisation de travail soit nécessaire. Pour ce qui est de la mobilité de longue durée, après douze mois de séjour légal dans un premier État membre (actuellement 18 mois), le titulaire d'une carte bleue européenne a le droit d'entrer et de séjourner dans un autre État membre afin d'y exercer une activité professionnelle. À cette fin, il doit introduire une nouvelle demande de carte bleue européenne auprès du deuxième État membre. Le droit au regroupement familial est maintenu pendant la mobilité de longue durée.

Enfin, les auteurs du projet de loi ont décidé de ne pas transposer en droit national certaines dispositions facultatives de la directive (UE) 2021/1883, notamment l'article 5 de la directive relatif à la notion « *d'offre ferme pour un emploi hautement qualifiée* », étant donné qu'il n'existe aucune définition précise ni dans la directive (UE) 2021/1883 ni dans le droit luxembourgeois, ce qui pourrait entraîner une insécurité juridique. Par ailleurs, l'article 13 de la directive relatif aux procédures d'agrément des employeurs n'a pas été repris, s'agissant d'un mécanisme assez complexe qui nécessiterait une définition de conditions et critères objectifs, des moyens de preuve, des sanctions en cas de non-respect de ces critères et d'autres précisions. Par conséquent, ces procédures risqueraient de constituer une charge administrative disproportionnée.

III. AVIS DE LA CHAMBRE DE COMMERCE

En date du 7 février 2024, la Chambre de Commerce se prononce favorablement à l'égard de la nouvelle directive relative à la carte bleue européenne et salue le projet de loi n° 8304 et notamment l'assouplissement des critères d'admission.

Quant aux titres de séjour des travailleurs concernés, la Chambre de Commerce est en faveur du maintien de ce régime parallèlement à celui de la carte bleue européenne.

Elle regrette toutefois que le projet faisant l'objet de l'avis ne prévoie pas la possibilité pour l'employeur d'introduire une demande de carte bleue européenne, n'intègre pas le statut d'« *employeur agréé* » et ne reprenne pas la possibilité d'octroyer la carte sur base d'une simple offre d'emploi ferme.

Afin de renforcer la compétitivité des entreprises luxembourgeoises, la Chambre de Commerce demande aux auteurs du projet de loi de fixer le seuil salarial minimal pour l'obtention d'une carte bleue européenne à 1,0 fois le salaire annuel brut moyen.

En outre, elle s'exprime favorablement à l'extension de la notion de « *offre d'emploi ferme* » en incluant la notion de « *promesse d'embauche* ».

Enfin, la Chambre de Commerce n'est en mesure d'approuver le projet de loi que sous réserve de la prise en compte de ses remarques.

IV. AVIS DU CONSEIL D'ÉTAT

Dans son avis du 6 février 2024, le Conseil d'État note que le projet de loi a comme objectif d'apporter des modifications à la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration, afin de transposer certaines parties de la directive (UE) 2021/1883 du Parlement européen et du Conseil du 20 octobre 2021 établissant les conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers aux fins d'un emploi hautement qualifié, et abrogeant la directive 2009/50/CE du Conseil. Il s'agit essentiellement de modifier les règles applicables aux personnes « *hautement qualifiées* ».

Dans son examen des articles, le Conseil d'État émet une première opposition formelle à l'encontre de l'alinéa 2 du point 1° qui vise à ajouter un paragraphe 3 à l'article 35 de la loi précitée du 29 août 2008. Selon la Haute Corporation, ce dernier ne distinguait pas, comme prévu par la directive, entre un « *ressortissant de pays tiers titulaire d'une carte bleue*

européenne délivrée par un État qui n'applique pas intégralement l'acquis de Schengen et qui entre sur le territoire d'un autre État membre » et un « titulaire de la carte bleue européenne franchissant une frontière intérieure où les contrôles n'ont pas encore été levés pour se rendre dans un État membre appliquant l'acquis de Schengen ».

Le Conseil d'État constate en outre que le point 3°, qui reprend les exclusions du champ d'application, à savoir les ressortissants de pays tiers « *qui sollicitent une protection conformément au droit national, aux obligations internationales ou aux pratiques d'un État membre et attendent une décision sur leur statut, ou qui sont bénéficiaires d'une protection conformément au droit national, aux obligations internationales ou aux pratiques d'un État membre* », implique une interprétation législative trop extensive par rapport à la formulation de la directive (UE) 2021/1883. Dans sa version actuelle, la législation en question s'applique aux personnes susmentionnées, alors que la directive les exclut de son champ d'application. Par conséquent, le Conseil d'État demande, sous réserve de la dispense du second vote, des explications justifiant ce choix des auteurs du projet de loi.

Par la suite, le Conseil d'État accepte l'explication des auteurs du projet de loi selon laquelle une telle protection, conforme au droit national, aux obligations internationales ou aux pratiques d'un État membre de l'Union européenne, n'existe pas au Luxembourg et que l'exclusion du champ d'application de la loi d'une catégorie de personnes qui n'existe pas en droit luxembourgeois pourrait entraîner une insécurité juridique.

Selon le Conseil d'État, le point 7°, qui remplace le libellé de l'article 45-4 de la loi précitée, ne transpose pas correctement la directive qui prévoit que « *[l]e titulaire d'une carte bleue européenne est autorisé à commencer à travailler dans le deuxième État membre au plus tard trente jours après la date d'introduction de la demande complète* », ce qui donne lieu à une dernière opposition formelle du Conseil d'État.

Enfin, le Conseil d'État formule un certain nombre de suggestions, ainsi que des remarques d'ordre légistique.

Dans son avis complémentaire du 29 mars 2024, le Conseil d'État constate que les amendements parlementaires du 12 mars 2024 donnent suite aux remarques qu'il avait formulées dans son avis du 6 février 2024 de sorte qu'il se voit en mesure de lever toutes ses oppositions formelles ainsi que sa réserve quant à la dispense du second vote constitutionnel.

V. COMMENTAIRE DES ARTICLES

Observations d'ordre légistique

Dans son avis du 6 février 2024, le Conseil d'État émet plusieurs observations d'ordre légistique.

Le Conseil d'État relève notamment que lorsqu'il est envisagé de modifier plusieurs articles d'un même texte qui ne se suivent pas ou lorsqu'il s'agit d'apporter de manière ponctuelle des modifications à des articles qui se suivent, il y a lieu de consacrer à chaque article à modifier un article distinct, comportant un chiffre arabe. Partant, le Conseil d'État propose de procéder à une restructuration du projet de loi.

La Commission décide de suivre le Conseil d'État pour l'ensemble des observations d'ordre légistique émises dans son avis du 6 février 2024.

Article 1^{er}

L'article 1^{er} vise à ajouter un paragraphe 3 à l'article 35 de la loi précitée du 29 août 2008, afin de transposer l'article 20 de la directive (UE) 2021/1883 du Parlement européen et du Conseil du 20 octobre 2021 établissant les conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers aux fins d'un emploi hautement qualifié.

Dans son avis du 6 février 2024, le Conseil d'État considère que la directive n'a pas été transposée de manière correcte, étant donné que l'article 20, paragraphe 2, de la directive (UE) 2021/1883, vise deux hypothèses distinctes, à savoir une première hypothèse où le titulaire de la carte bleue européenne, délivrée par un État qui n'applique pas intégralement l'acquis de Schengen, entre sur le territoire d'un autre État membre, et une deuxième hypothèse où le titulaire de la carte bleue européenne franchit une frontière intérieure où les contrôles n'ont pas encore été levés pour se rendre dans un État membre appliquant l'acquis de Schengen. Devant ces considérations, le Conseil d'État se doit de s'opposer formellement à la disposition en question.

La Commission décide de ne pas suivre le Conseil d'État en son avis pour les raisons plus amplement détaillées dans le commentaire relatif à l'amendement 1 du 12 mars 2024. Toutefois, et étant donné que l'article 20, paragraphe 2, deuxième phrase, de la directive (UE) 2021/1883 constitue une disposition facultative, les auteurs proposent de ne pas transposer cette option en droit national et de conditionner l'entrée et le séjour sur le territoire luxembourgeois du titulaire d'une carte bleue européenne délivrée par un État membre n'appliquant pas intégralement l'acquis de Schengen à la seule possession de la carte bleue européenne et d'un passeport valide.

Par l'amendement 1 du 12 mars 2024, la Commission procède à la suppression des termes « ainsi que d'une preuve de l'objet professionnel du séjour », ce qui permet au Conseil d'État de lever son opposition formelle formulée dans son avis du 6 février 2024.

Article 3

Dans son avis du 6 février 2024, le Conseil d'État s'interroge, à l'endroit du point 3° initial (devenu l'article 3 nouveau après la reprise des observations d'ordre légistique) qui vise à remplacer l'article 45 de la loi précitée du 29 août 2008, sur les raisons ayant amené les auteurs du projet de loi à ne pas exclure du champ d'application les ressortissants de pays tiers « qui sollicitent une protection conformément au droit national, aux obligations internationales ou aux pratiques d'un État membre et attendent une décision sur leur statut, ou qui sont bénéficiaires d'une protection conformément au droit national, aux obligations internationales ou aux pratiques d'un État membre » et exige des explications à cet égard sous peine de réserver sa position quant à la dispense du second vote constitutionnel.

La Commission informe la Haute Corporation qu'une telle protection, conforme au droit national, aux obligations internationales ou aux pratiques d'un État membre de l'Union européenne, n'existe pas au Grand-Duché de Luxembourg et que le fait d'exclure du champ d'application de la loi une catégorie de personnes qui n'existe pas en droit luxembourgeois serait susceptible d'être source d'insécurité juridique.

Au vu de ces explications, le Conseil d'État indique, dans son avis complémentaire du 29 mars 2024, qu'il peut lever sa réserve quant à la dispense du second vote constitutionnel formulée dans son avis du 6 février 2024.

Par l'amendement 2 du 12 mars 2024, la Commission procède à la suppression de la phrase « Par dérogation à la phrase qui précède, lorsque la durée de validité du document de voyage est inférieure à quatre ans ou, le cas échéant, à la durée du contrat de travail, le titre de séjour est émis pour la période de validité du document de voyage. » à l'endroit de l'article 45-1, paragraphe 2, de la loi précitée du 29 août 2008.

Cet amendement n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'État dans son avis complémentaire du 29 mars 2024.

Par l'amendement 3 du 12 mars 2024, la Commission entend répondre à l'opposition formelle formulée par le Conseil d'État dans son avis du 6 février 2024 à l'égard du point 7° initial de l'article unique (devenu l'article 3 nouveau) du projet de loi. Le Conseil d'État s'était opposé formellement à cette disposition en estimant que l'article 21, paragraphe 3, alinéa 2, de la directive (UE) 2021/1883 n'a pas été correctement transposé.

La Commission considère cependant que ladite disposition a bel et bien été transposée correctement, mais propose d'omettre, à l'article 45-4, paragraphe 4, de la loi modifiée du 29 août 2008, les termes « Sans préjudice des dispositions du paragraphe (8), », dans la mesure où lesdits termes n'ont plus lieu d'être pour résulter d'une version initiale du projet de loi dans laquelle il était prévu que le titulaire d'une carte bleue délivrée dans un premier État membre pouvait commencer à travailler au Luxembourg uniquement après un délai de trente jours, ce qui, par la suite, a été modifié dans un sens plus favorable pour les personnes intéressées en prévoyant que ces dernières sont autorisées à commencer à travailler immédiatement après le dépôt de leur demande complète en obtention d'une carte bleue européenne.

Au regard de la modification faite et des explications y relatives fournies par les auteurs de l'amendement, le Conseil d'État est en mesure de lever son opposition formelle formulée dans son avis du 6 février 2024.

Article 8

Par l'amendement 4 du 12 mars 2024, la Commission vise à remédier à une erreur de renvoi à l'article 76, paragraphe 3, de la loi précitée du 29 août 2008.

Cet amendement n'appelle pas d'observation du Conseil d'État dans son avis complémentaire du 29 mars 2024.

Article 9

Dans son avis du 6 février 2024, le Conseil d'État soulève que les modifications à apporter à l'article 80, paragraphe 3, de la loi précitée du 29 août 2008 se basent sur un texte coordonné erroné. En effet, l'alinéa 2, tel qu'il résulte du texte coordonné joint au projet de loi, a été inséré par l'article 19 de la loi du 1^{er} août 2018 portant modification 1. de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration 2. de la loi du 18 février 2013 sur l'accueil de jeunes au pair, non pas en tant qu'alinéa 2 nouveau, mais en tant qu'alinéa nouveau complétant le paragraphe 3, donc en tant qu'alinéa 4.

À la lettre a), il convient dès lors d'apporter la modification visée au paragraphe 3, alinéa 3.

À la lettre b), il n'y a également pas lieu de viser le « quatrième alinéa », mais l'alinéa 3.

La Commission fait siennes les modifications proposées par le Conseil d'État.

VI. TEXTE PROPOSÉ PAR LA COMMISSION PARLEMENTAIRE

Compte tenu de ce qui précède, la Commission des Affaires intérieures recommande en sa majorité à la Chambre des Députés d'adopter le projet de loi 8304 dans la teneur qui suit :

Projet de loi

portant modification de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration

Art. 1^{er}. À la suite de l'article 35, paragraphe 2, de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration, il est inséré un paragraphe 3 nouveau, libellé comme suit :

« (3) Par dérogation au paragraphe (1), le ressortissant de pays tiers qui est titulaire d'un titre de séjour appelé « carte bleue européenne » en cours de validité délivré par un autre État membre appliquant intégralement l'acquis de Schengen a le droit d'entrer sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg et d'y séjourner aux fins d'exercer une activité professionnelle au sens de l'article 45, paragraphe (2), point j), pour une durée de quatre-vingt-dix jours sur toute période de cent quatre-vingt jours sur la base de la carte bleue européenne.

Le ressortissant de pays tiers qui est titulaire d'une carte bleue européenne en cours de validité délivrée par un État membre n'appliquant pas intégralement l'acquis de Schengen a le droit d'entrer sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg et d'y séjourner aux fins d'exercer une activité professionnelle au sens de l'article 45, paragraphe (2), point j), s'il est en possession de la carte bleue européenne et d'un document de voyage en cours de validité, sous condition que le séjour sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg et, le cas échéant, d'un ou plusieurs autres deuxièmes États membres ne dépasse pas la durée maximale de quatre-vingt-dix jours sur toute période de cent quatre-vingt jours.

Les dispositions qui précèdent sont également applicables au titulaire d'un titre de séjour de longue durée assorti de l'observation « Ancien titulaire d'une carte bleue européenne », délivré par un autre État membre. ».

Art. 2. L'article 39, paragraphe 1^{er}, quatrième phrase, de la même loi, est remplacé comme suit : « L'autorisation de séjour donne droit à la délivrance d'un visa, s'il est requis. ».

Art. 3. Les articles 45 à 45-4 de la même loi sont remplacés comme suit :

« Art. 45.

(1) L'autorisation de séjour aux fins d'exercer un emploi hautement qualifié est accordée par le ministre au ressortissant de pays tiers qui remplit les conditions fixées à l'article 34, paragraphes (1) et (2) et qui :

1. présente un contrat de travail valide pour un emploi hautement qualifié, tel que défini au paragraphe (2), d'une durée d'au moins six mois ;
2. présente des documents attestant qu'il possède les qualifications professionnelles élevées requises pour l'exercice de la profession non réglementée ou qu'il satisfait aux conditions requises pour l'exercice de la profession réglementée indiquée dans le contrat de travail ;

3. touche une rémunération au moins égale à un montant à fixer par règlement grand-ducal.

(2) Au sens des articles 35, paragraphe (3), et 45 à 45-4, on entend par :

a) emploi hautement qualifié : l'emploi d'un travailleur qui exerce une activité salariée pour laquelle il possède les qualifications professionnelles élevées requises ;

b) premier Etat membre : l'Etat membre qui octroie en premier un titre de séjour appelé « carte bleue européenne » à un ressortissant de pays tiers ;

c) deuxième Etat membre : tout Etat membre dans lequel le titulaire d'un titre de séjour appelé « carte bleue européenne » a l'intention d'exercer ou exerce le droit de mobilité, autre que le premier Etat membre ;

d) qualifications professionnelles élevées : des qualifications sanctionnées par un diplôme de l'enseignement supérieur ou attestées par des compétences professionnelles élevées ;

e) diplôme de l'enseignement supérieur : tout diplôme, certificat ou autre titre de formation délivré par une autorité compétente et attestant l'accomplissement avec succès d'un programme d'études supérieures postsecondaires ou d'un programme d'enseignement supérieur équivalent, c'est-à-dire un ensemble de cours dispensés par un institut d'enseignement reconnu comme établissement d'enseignement supérieur ou équivalent par l'Etat dans lequel il se situe, lorsque les études nécessaires à l'obtention de ces diplômes durent au moins trois ans et correspondent au moins au niveau 6 du cadre luxembourgeois des qualifications tel que défini par l'article 69 de la loi modifiée du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles ;

f) compétences professionnelles élevées :

i) en ce qui concerne les professions de manager et de spécialiste des technologies de l'information et de la communication qui ont acquis au moins trois ans d'expérience professionnelle pertinente au cours des sept années précédant la demande d'autorisation de séjour pour un emploi hautement qualifié et appartenant aux groupes « 133 Managers, technologies de l'information et des communications » ou « 25 Spécialistes des technologies de l'information et des communications » de la classification CITP-08 : des connaissances, des aptitudes et des compétences attestées par une expérience professionnelle d'un niveau comparable à des diplômes de l'enseignement supérieur, qui sont pertinentes pour la profession ou le secteur indiqué dans le contrat de travail, et qui ont été acquises au cours de la période susmentionnée pour chaque profession concernée ;

ii) en ce qui concerne les autres professions : des connaissances, des aptitudes et des compétences attestées par une expérience professionnelle d'au moins cinq ans d'un niveau comparable à des diplômes de l'enseignement supérieur et qui sont pertinentes pour la profession ou le secteur indiqué dans le contrat de travail ;

g) expérience professionnelle : l'exercice effectif et licite de la profession concernée ;

h) profession réglementée : une profession réglementée au sens de la loi modifiée du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles ;

i) profession non réglementée : une profession qui n'est pas une profession réglementée au sens de la loi modifiée du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles ;

j) activité professionnelle : une activité temporaire directement liée aux intérêts commerciaux de l'employeur et aux fonctions professionnelles du titulaire d'un titre de séjour appelé « carte bleue européenne » basée sur le contrat de travail dans le premier Etat membre, y compris la participation à des réunions de travail internes ou externes, la participation à des conférences ou à des séminaires, la négociation d'accords commerciaux, la réalisation d'activités de vente ou de marketing, la recherche de débouchés, ou le fait d'assister et de participer à des cours de formation ;

k) protection internationale : la protection internationale telle qu'elle est définie à l'article 2, point h), de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire.

(3) Ne tombent pas sous l'application du paragraphe (1), les ressortissants de pays tiers :

a) qui sollicitent une protection internationale et attendent une décision sur leur statut ou qui sont bénéficiaires d'une protection temporaire dans un État membre ;

b) qui demandent à séjourner sur le territoire en qualité de chercheur, au sens de l'article 63, afin d'y mener un projet de recherche ;

c) qui bénéficient du statut de résident de longue durée – UE dans un autre Etat membre de l'Union européenne, visés à l'article 85 ;

d) qui entrent sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg en application d'engagements contenus dans un accord international facilitant l'entrée et le séjour temporaire de certaines catégories de personnes physiques en rapport avec des activités de commerce et d'investissement, à l'exception des ressortissants de pays tiers qui ont été admis sur le territoire en qualité de personnes faisant l'objet d'un transfert temporaire intragroupe conformément à l'article 47 ;

e) dont l'éloignement a été suspendu pour des motifs de fait ou de droit ;

f) qui sont couverts par la directive 96/71/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 1996 concernant le détachement de travailleurs effectué dans le cadre d'une prestation de services, tant qu'ils sont détachés sur le territoire conformément à l'article 49 ;

g) qui sont visés par l'article 33.

Art. 45-1.

(1) Le ressortissant de pays tiers autorisé au séjour en vertu de l'article 45 et qui rapporte la preuve qu'il dispose d'un logement approprié, se voit délivrer conformément à l'article 40 un titre de séjour appelé « carte bleue européenne ».

(2) Ce titre de séjour est valable pour la durée de quatre ans, sinon pour la durée du contrat de travail plus trois mois si la durée du contrat de travail est inférieure à quatre ans. Il est renouvelable sur demande pour une durée de quatre ans, sinon pour la durée du contrat de travail plus trois mois si la durée du contrat de travail est inférieure à quatre ans, tant que les conditions d'obtention restent remplies. Lorsque le titre de séjour expire pendant la procédure de renouvellement, le ressortissant de pays tiers est autorisé à séjourner sur le territoire

luxembourgeois en qualité de travailleur hautement qualifié jusqu'à ce que le ministre ait statué sur la demande de renouvellement.

(3) Lorsqu'une carte bleue européenne est délivrée à un ressortissant de pays tiers auquel une protection internationale a été accordée au Grand-Duché de Luxembourg, une observation afférente est inscrite au titre de séjour délivré à l'intéressé selon les modalités déterminées par règlement grand-ducal.

(4) Lorsqu'une carte bleue européenne est délivrée à un ressortissant de pays tiers bénéficiaire d'une protection internationale dans un autre Etat membre, une observation afférente est inscrite au titre de séjour délivré à l'intéressé selon les modalités déterminées par règlement grand-ducal.

Avant d'inscrire l'observation visée à l'alinéa 1^{er}, le ministre informe l'Etat membre qui doit être mentionné dans ladite observation de son intention de délivrer la carte bleue européenne et lui demande de confirmer que le titulaire de la carte bleue européenne est toujours bénéficiaire d'une protection internationale. Lorsque la protection internationale a été retirée par une décision définitive, l'observation en question n'est pas inscrite sur le titre de séjour.

Lorsque la demande d'information visée à l'alinéa 2 est adressée par un autre Etat membre, le ministre lui répond dans un délai maximal d'un mois suivant la réception de la demande.

Lorsque, conformément aux instruments internationaux applicables, la responsabilité concernant la protection internationale du titulaire d'une carte bleue européenne a été transférée au Grand-Duché de Luxembourg après que le ministre a délivré la carte bleue européenne conformément à l'alinéa 1^{er}, l'observation en question est modifiée en conséquence dans un délai de trois mois suivant le transfert de responsabilité.

(5) Lorsqu'une carte bleue européenne est délivrée sur la base de compétences professionnelles élevées pour des professions qui ne sont pas énumérées à l'article 45, paragraphe (2), point f), tiret i), une observation afférente est inscrite au titre de séjour délivré à l'intéressé selon les modalités déterminées par règlement grand-ducal.

Art. 45-2.

(1) Durant les douze premiers mois de son emploi légal sur le territoire, un changement d'employeur du titulaire de la carte bleue européenne ou une modification ayant des conséquences pour les conditions d'admission prévues à l'article 45 doit faire l'objet d'une communication préalable au ministre. Le droit du titulaire de la carte bleue européenne de changer d'emploi est suspendu pendant que le ministre vérifie que les conditions d'admission sont remplies, sans que la durée de l'examen ne puisse dépasser trente jours. Le ministre peut s'opposer au changement d'emploi endéans ce délai de trente jours.

(2) Durant une période de chômage, le titulaire de la carte bleue européenne est autorisé à chercher et accepter un emploi dans les conditions prévues aux paragraphes (1) et (4). Le titulaire de la carte bleue européenne informe le ministre du début et, s'il a lieu, de la fin de la période de chômage.

(3) Le titulaire de la carte bleue européenne est autorisé à exercer une activité indépendante subsidiaire parallèlement à l'activité principale exercée dans un emploi hautement qualifié.

(4) Après les douze premiers mois, le titulaire de la carte bleue européenne bénéficie de l'égalité de traitement avec les nationaux en ce qui concerne l'accès aux emplois hautement qualifiés, sauf pour les emplois qui comportent une participation, directe ou indirecte, à l'exercice de la puissance publique et aux fonctions qui ont pour objet la sauvegarde des

intérêts généraux de l'Etat ou des autres personnes morales de droit public pour lesquels la condition de la nationalité luxembourgeoise est requise conformément à la législation applicable en la matière.

(5) Le titre de séjour visé à l'article 45-1, paragraphe (1), confère à son titulaire :

- a) le droit à l'éducation et la formation professionnelle conformément à la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle, à l'exclusion des bourses et prêts d'études et d'entretien et d'autres allocations et prêts concernant l'enseignement secondaire et supérieur ;
- b) le droit à la reconnaissance des diplômes, certificats et autres qualifications professionnelles conformément à la loi modifiée du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles.

Les dispositions de l'alinéa 1^{er} ne s'appliquent pas au titulaire d'une carte bleue européenne qui bénéficie du droit à la libre circulation conformément au chapitre 2. Elles ne s'appliquent au titulaire d'une carte bleue européenne qui bénéficie d'une protection internationale que lorsqu'il réside au Grand-Duché de Luxembourg et que la protection internationale lui a été accordée par un autre Etat membre.

Art. 45-3.

(1) Sans préjudice des dispositions de l'article 101, la demande en obtention d'une autorisation de séjour aux fins d'exercer un emploi hautement qualifié est refusée :

1. si les conditions prévues à l'article 45, paragraphe (1), ne sont pas remplies ; ou
2. si les documents présentés ont été obtenus par des moyens frauduleux, falsifiés ou altérés d'une quelconque manière ; ou
3. si l'entreprise de l'employeur a été créée ou opère dans le but principal de faciliter l'entrée de ressortissants de pays tiers ; ou
4. si l'employeur a manqué à ses obligations légales en matière de sécurité sociale, de fiscalité, de droits des travailleurs ou de conditions de travail ; ou
5. si l'entreprise de l'employeur est en état de faillite ou de liquidation judiciaire ou n'exerce aucune activité économique ; ou
6. si l'employeur a été sanctionné aux termes du livre V, titre VII, du Code du travail.

(2) Sans préjudice des dispositions de l'article 101, le titre de séjour appelé « carte bleue européenne » est retiré ou son renouvellement est refusé :

1. si l'autorisation de séjour pour travailleur hautement qualifié ou la carte bleue européenne ou les documents présentés ont été obtenus par des moyens frauduleux, falsifiés ou altérés d'une quelconque manière ; ou
2. si le titulaire d'une carte bleue européenne n'a plus de contrat de travail valide pour occuper un emploi hautement qualifié ; ou
3. si le titulaire d'une carte bleue européenne ne possède plus les qualifications visées à l'article 45, paragraphe (1), point 2 ; ou

4. si le salaire du titulaire d'une carte bleue européenne n'atteint plus le seuil salarial fixé par règlement grand-ducal ; ou
5. si l'employeur a manqué à ses obligations légales en matière de sécurité sociale, de fiscalité, de droits des travailleurs ou de conditions de travail ; ou
6. si le titulaire d'une carte bleue européenne ne dispose pas de ressources suffisantes, telles que précisées par règlement grand-ducal, pour subvenir à ses propres besoins et, le cas échéant, à ceux des membres de sa famille sans recourir au système d'aide sociale ; ou
7. si le titulaire d'une carte bleue européenne n'a pas respecté les procédures prévues par l'article 45-2, paragraphes (1) et (2), à moins qu'il ne démontre que le défaut de communiquer une information requise au titre des dispositions légales précitées ne lui est pas imputable ; ou
8. si le titulaire d'une carte bleue européenne n'a pas respecté les conditions de mobilité prévues à l'article 45-4.

(3) Par dérogation au paragraphe (2), points 2, 4 et 6, la carte bleue européenne ne fait pas l'objet d'un retrait et son renouvellement n'est pas refusé en cas de chômage du titulaire, sauf lorsque :

1. le titulaire de la carte bleue européenne cumule une période de chômage supérieure à trois mois et est titulaire d'une carte bleue européenne depuis moins de deux ans ; ou
2. le titulaire de la carte bleue européenne cumule une période de chômage supérieure à six mois et est titulaire d'une carte bleue européenne depuis au moins deux ans.

(4) En cas de retrait ou de non-renouvellement de la carte bleue européenne conformément au paragraphe (2), point 5, le ministre en informe le titulaire de la carte bleue européenne à l'avance et fixe un délai de trois mois afin de lui permettre de chercher un nouvel emploi, sous réserve de la condition énoncée à l'article 45-2, paragraphe (1). Ce délai est porté à six mois lorsque le titulaire de la carte bleue européenne a été précédemment employé pendant au moins deux ans.

(5) Les décisions visées aux paragraphes (1) et (2), sont notifiées par écrit au ressortissant de pays tiers conformément aux articles 109 et 110. Sans préjudice des dispositions des paragraphes (1) et (2), toute décision de refus, de retrait ou de non-renouvellement tient compte des circonstances propres au cas d'espèce et respecte le principe de proportionnalité. L'article 113 est applicable.

Art. 45-4.

(1) Après douze mois de séjour légal dans le premier État membre en tant que titulaire d'une carte bleue européenne, le ressortissant de pays tiers a le droit d'entrer sur le territoire d'un deuxième État membre aux fins d'un emploi hautement qualifié sur la base de la carte bleue européenne et d'un document de voyage en cours de validité.

Lorsque la carte bleue européenne a été délivrée par un État membre n'appliquant pas intégralement l'acquis de Schengen et que le titulaire de la carte bleue européenne franchit, à des fins de mobilité de longue durée, une frontière intérieure pour laquelle les contrôles n'ont pas encore été levés pour se rendre sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg, son entrée sur le territoire est conditionnée par la présentation des documents énoncés à l'alinéa

1^{er} ainsi que d'un contrat de travail valide pour un emploi hautement qualifié d'une durée d'au moins six mois au Grand-Duché de Luxembourg.

(2) Dès que possible et au plus tard un mois après son entrée sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg, le titulaire d'une carte bleue européenne délivrée dans un autre Etat membre introduit une demande en obtention d'une carte bleue européenne auprès du ministre et présente tous les documents prouvant que les conditions visées au paragraphe (5) sont remplies. La demande peut être introduite alors que le titulaire de la carte bleue européenne séjourne toujours sur le territoire du premier Etat membre.

(3) Un récépissé attestant le dépôt de la demande est délivré au demandeur visé au paragraphe (2) dès réception du dossier. Si la carte bleue européenne délivrée par le premier Etat membre expire durant la procédure, le récépissé autorise le demandeur à continuer de séjourner régulièrement sur le territoire jusqu'à ce que le ministre ait statué sur la demande.

(4) Le demandeur est autorisé à commencer à travailler immédiatement après l'introduction de la demande complète.

(5) Aux fins de la demande visée au paragraphe (2), le demandeur présente :

a) la carte bleue européenne en cours de validité délivrée par le premier Etat membre ;

b) un contrat de travail valide pour un emploi hautement qualifié d'une durée d'au moins six mois ;

c) les documents attestant qu'il est satisfait aux conditions requises pour l'exercice de la profession réglementée indiquée dans le contrat de travail ;

d) un document de voyage en cours de validité ;

e) la preuve que le seuil salarial visé à l'article 45, paragraphe (1), point 3 est atteint.

Concernant l'alinéa 1^{er}, lettre c), aux fins de l'introduction d'une demande de carte bleue européenne en vue de l'exercice d'une profession réglementée, le demandeur bénéficie de l'égalité de traitement par rapport aux citoyens de l'Union européenne en ce qui concerne la reconnaissance des qualifications professionnelles.

Pour les professions non réglementées, lorsque le demandeur a travaillé moins de deux ans dans le premier Etat membre, il présente aux fins de la demande visée au paragraphe (2) des documents attestant qu'il possède les qualifications professionnelles élevées liées au travail à accomplir.

(6) La demande en obtention d'une carte bleue européenne est rejetée si :

a) les conditions du paragraphe (5) ne sont pas remplies ;

b) les documents présentés ont été obtenus par des moyens frauduleux, falsifiés ou altérés d'une quelconque manière ;

c) l'emploi ne satisfait pas aux conditions prévues par le Code du travail, fixées dans les conventions collectives ou établies par les pratiques dans les secteurs professionnels concernés ;

d) le demandeur représente une menace pour l'ordre public, la sécurité publique ou la santé publique.

(7) À l'égard de toute procédure de demande à des fins de mobilité de longue durée, conformément aux paragraphes (2) à (6), les garanties procédurales énoncées aux articles 45-3, paragraphe (5), et 50*bis* sont applicables.

(8) Dans les meilleurs délais et au plus tard trente jours après la date d'introduction de la demande complète, le ministre informe par écrit le demandeur ainsi que le premier Etat membre de sa décision soit de délivrer une carte bleue européenne, soit de la refuser. La décision de refus est prise conformément aux articles 109 à 114.

Dans des circonstances exceptionnelles et dûment justifiées liées à la complexité de la demande, le ministre peut prolonger le délai visé à l'alinéa 1^{er} de trente jours. Il informe le demandeur de cette prolongation au plus tard trente jours après la date d'introduction de la demande complète.

Lorsque la décision de rejet de la demande est fondée sur le paragraphe (6), points b) ou d), le ministre précise les motifs de rejet de la demande dans sa notification adressée au premier Etat membre en vertu de l'alinéa 1^{er}.

(9) À partir du moment où, pour la deuxième fois, le titulaire d'une carte bleue européenne et, le cas échéant, les membres de sa famille, font usage de la possibilité de se rendre dans un autre Etat membre au titre du présent article et de l'article 72, paragraphe (3), on entend par « premier Etat membre » l'Etat membre que la personne concernée quitte et par « deuxième Etat membre » l'Etat membre dans lequel elle demande à séjourner. Nonobstant le paragraphe (1), le titulaire d'une carte bleue européenne peut se rendre sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg aux fins d'un emploi hautement qualifié après six mois de séjour légal dans le premier Etat membre en tant que titulaire d'une carte bleue européenne. Les dispositions des paragraphes (2) à (8) sont applicables. ».

Art. 4. À la suite de l'article 45-4 de la même loi, il est inséré un article 45-5 nouveau, libellé comme suit :

« Art. 45-5.

(1) Sans préjudice des dispositions des articles 45-3, paragraphe (2), point 1, et 101, paragraphe (1), point 2, lorsque le titulaire d'une carte bleue européenne délivrée par le ministre se rend dans un deuxième Etat membre au titre de l'article 45-4, le ministre ne retire pas la carte bleue européenne avant que le deuxième Etat membre ait statué sur la demande de mobilité de longue durée.

(2) Si le deuxième Etat membre rejette la demande de carte bleue européenne, le titulaire de la carte bleue européenne délivrée par le ministre et, le cas échéant, les membres de sa famille, sont réadmis sans formalités et sans retard sur le territoire luxembourgeois. Cela vaut également si la carte bleue européenne délivrée par le ministre a expiré ou a été retirée durant l'examen de la demande. Les frais occasionnés par le rapatriement du titulaire de la carte bleue européenne et, le cas échéant, de ses membres de famille, sont à sa charge.

(3) Si le ministre retire ou refuse de renouveler une carte bleue européenne qui est assortie de l'observation visée à l'article 45-1, paragraphe (4), et décide d'éloigner le ressortissant de pays tiers, il demande à l'Etat membre mentionné dans cette observation de confirmer que la personne concernée est toujours bénéficiaire d'une protection internationale dans ledit Etat membre.

Si le ressortissant de pays tiers est toujours bénéficiaire d'une protection internationale dans l'État membre mentionné dans l'observation visée à l'alinéa 1^{er}, il est éloigné, le cas échéant avec les membres de sa famille, vers cet État membre.

Par dérogation à alinéa 2, si le ministre a pris une décision d'éloignement, le ressortissant de pays tiers peut être éloigné vers un pays autre que l'État membre qui lui a accordé une protection internationale, lorsque les conditions prévues à l'article 54, paragraphe (2), de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire sont remplies à l'égard dudit ressortissant de pays tiers.

(4) Lorsque la demande d'information visée au paragraphe (3), alinéa 1^{er}, est adressée par un autre Etat membre qui a retiré ou n'a pas renouvelé une carte bleue européenne assortie de l'observation visée à l'article 45-1, paragraphe (3), et décidé d'éloigner le ressortissant de pays tiers, le ministre lui répond dans un délai d'un mois suivant la réception de la demande.

Si le ressortissant de pays tiers est toujours bénéficiaire d'une protection internationale au Grand-Duché de Luxembourg, il est immédiatement réadmis sans formalités, le cas échéant avec les membres de sa famille, sur le territoire luxembourgeois.

(5) Lorsque le titulaire d'une carte bleue européenne ou les membres de sa famille franchissent la frontière extérieure du Grand-Duché de Luxembourg, les agents du service de contrôle à l'aéroport consultent le système d'information Schengen, conformément au règlement (UE) 2016/399 du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2016 concernant un code de l'Union relatif au régime de franchissement des frontières par les personnes (code frontières Schengen). En cas de signalement dans le système d'information Schengen aux fins de non-admission et d'interdiction de séjour, l'entrée sur le territoire est refusée, conformément à l'article 99. ».

Art. 5. L'article 46, paragraphe 2, de la même loi, est abrogé.

Art. 6. L'article 72, paragraphe 3, de la même loi, est modifié comme suit :

a) à l'alinéa 1^{er}, à la suite de la première phrase est insérée une phrase nouvelle, libellée comme suit : « Par dérogation à l'article 73, paragraphe (4), ils ont le droit d'entrer et de séjourner sur le territoire luxembourgeois sur la base du titre de séjour en cours de validité qu'ils ont obtenu dans le premier Etat membre en tant que membres de la famille d'un titulaire d'une carte bleue européenne. » ;

b) à la suite de l'alinéa 1^{er} sont insérés deux alinéas nouveaux, libellés comme suit :

« Lorsque les conditions d'un regroupement familial sont remplies et que les demandes complètes ont été introduites simultanément, l'autorisation de séjour des membres de la famille du titulaire d'une carte bleue européenne délivrée dans un autre Etat membre est accordée en même temps que la carte bleue européenne. Lorsque les membres de la famille rejoignent le titulaire d'une carte bleue européenne après l'octroi de ladite carte, l'autorisation de séjour des membres de la famille est accordée au plus tard dans les trente jours suivant la date du dépôt de la demande complète, si les conditions d'un regroupement familial sont remplies. Dans des circonstances exceptionnelles et dûment justifiées liées à la complexité de la demande, le ministre peut prolonger le délai susvisé de trente jours.

Les dispositions du présent paragraphe ne s'appliquent pas aux membres de la famille du titulaire d'une carte bleue européenne qui bénéficie du droit à la libre circulation conformément au chapitre 2. Elles ne s'appliquent aux membres de la famille du titulaire d'une carte bleue européenne qui est bénéficiaire d'une protection

internationale que lorsque le titulaire se rend au Grand-Duché de Luxembourg et que la protection internationale lui a été accordée par un autre Etat membre. ».

Art. 7. L'article 73, paragraphe 7, de la même loi, est remplacé comme suit :

« (7) Par dérogation au paragraphe (6), lorsque les conditions d'un regroupement familial sont remplies et que les demandes complètes ont été introduites simultanément, l'autorisation de séjour des membres de la famille d'un ressortissant de pays tiers qui demande une autorisation de séjour aux fins d'exercer un emploi hautement qualifié est accordée en même temps que la carte bleue européenne.

Lorsque les membres de la famille rejoignent le titulaire d'une carte bleue européenne après l'octroi de ladite carte, l'autorisation de séjour des membres de la famille est accordée au plus tard dans les quatre-vingt-dix jours suivant la date du dépôt de la demande complète, si les conditions d'un regroupement familial sont remplies.

Les dispositions des articles 45-3, paragraphe (5), et 50*bis*, alinéas 2 et 3, sont applicables. ».

Art. 8. L'article 76 de la même loi est modifié comme suit :

a) le paragraphe 3 est remplacé par le libellé suivant :

« (3) Les dispositions prévues au paragraphe (2), de même que celles prévues aux articles 72, paragraphe (3), 73, paragraphe (7), et 74, paragraphe (1), s'appliquent après que le titulaire d'une carte bleue européenne est devenu un résident de longue durée – UE. » ;

b) à la suite du paragraphe 3 est inséré un paragraphe 4 nouveau, libellé comme suit :

« (4) Les dispositions de l'article 71, point b), de l'article 73, paragraphe (7), de l'article 74, paragraphes (1), alinéa 2, et (2), et de l'article 76, paragraphe (2), ne s'appliquent pas aux membres de la famille du titulaire d'une carte bleue européenne qui bénéficie du droit à la libre circulation conformément au chapitre 2. Elles ne s'appliquent aux membres de la famille du titulaire d'une carte bleue européenne qui est bénéficiaire d'une protection internationale que si le titulaire réside au Grand-Duché de Luxembourg et que la protection internationale lui a été accordée par un autre Etat membre. ».

Art. 9. L'article 80 est modifié comme suit :

a) au paragraphe 3, alinéa 3, point a), les termes «, d'un titre de séjour en qualité de chercheur, d'un titre de séjour en qualité d'étudiant conformément à l'alinéa 1^{er} ou en qualité de bénéficiaire d'une protection internationale » sont insérés après les termes « carte bleue européenne » ;

b) le paragraphe 4, alinéa 2, première phrase, est remplacé comme suit : « Aux fins du calcul de la période de résidence légale et ininterrompue dans l'Union européenne visée au point a) de l'alinéa 3 du paragraphe (3), les périodes d'absences du territoire de l'Etat membre concerné n'interrompent pas la période de résidence légale et ininterrompue si elles ne s'étendent pas sur plus de douze mois consécutifs et ne dépassent pas au total dix-huit mois sur l'ensemble de la période de cinq ans. ».

Art. 10. À la suite de l'article 85, paragraphe 2, de la même loi, il est inséré un paragraphe 2*bis* nouveau, libellé comme suit :

« (2bis) Par dérogation au paragraphe (2), le résident de longue durée – UE d'un autre Etat membre qui est titulaire d'un titre de séjour de longue durée assorti de l'observation « Ancien titulaire d'une carte bleue européenne » a le droit d'exercer une activité salariée ou indépendante sans devoir remplir les conditions prévues respectivement aux articles 42 et 51. ».

* * *

Luxembourg, le 17 avril 2024

Le Président-Rapporteur,
Marc Lies